



pour

SP SÉANCE  
PUBLIQUE



Hautes Études Internationales & Politiques



# L'Observatoire Parlement

*Le Parlement et les citoyens :  
construire ou reconstruire le lien de  
confiance ?*

Vague 8 – Octobre 2025

**Jean-Daniel Lévy**, Directeur délégué – Stratégies politiques et d'opinion

**Antoine Gautier**, Directeur d'études au Département Politique – Opinion

**Ronan Gouenant**, Chargé d'études senior au Département Politique – Opinion



Méthodologie d'enquête

P.3

**1**

Les Français et leur perception des institutions

P.5

**2**

L'actualité parlementaire restituée par les Français

P.10

**3**

Les Français et leur perception des groupes parlementaires

P.12

**4**

Le regard des Français sur l'équilibre des postes au bureau de l'Assemblée nationale

P.19

**5**

Le regard des Français sur l'absence de majorité à l'Assemblée nationale

P.22

**6**

Le regard des Français sur une éventuelle dissolution de l'Assemblée nationale

P.25

**7**

Le regard des Français sur les mouvements de mobilisation citoyenne

P.32



## Terrain

Enquête réalisée en ligne du 26 au 30 septembre 2025.



## Echantillon

Échantillon de **1 065** personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.



## Quotas

Méthode des quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l'interviewé(e).

Cette étude s'inscrit dans le cadre d'un baromètre permettant de comprendre comment les citoyens suivent et s'approprient l'actualité du Parlement, de ses textes et de ses forces politiques.

Aide à la lecture des résultats détaillés :

- Les chiffres présentés sont exprimés en pourcentage.
- Les chiffres en italique sont ceux qui apparaissent significativement au-dessus de la moyenne.
- Les évolutions présentées proviennent des résultats des précédentes vagues du baromètre :

*Vague 1 – Septembre 2022. Enquête Toluna Harris Interactive réalisée en ligne du 23 au 26 septembre 2022.*

*Vague 2 – Janvier 2023. Enquête Toluna Harris Interactive réalisée en ligne du 6 au 9 janvier 2023.*

*Vague 3 – Avril 2023. Enquête Toluna Harris Interactive réalisée en ligne du 31 mars au 3 avril 2023.*

*Vague 4 – Septembre 2023. Enquête Toluna Harris Interactive réalisée en ligne du 19 au 22 septembre 2023.*

*Vague 5 – Novembre 2023. Enquête Toluna Harris Interactive réalisée en ligne du 7 au 10 novembre 2023.*

*Vague 6 – Mars 2024. Enquête Toluna Harris Interactive réalisée en ligne du 20 au 25 mars 2024.*

*Vague 7 – Novembre 2024. Enquête Toluna Harris Interactive réalisée en ligne du 8 au 12 novembre 2024.*



## Intervalle de confiance

L'intervalle de confiance (parfois appelé « marge d'erreur ») permet de déterminer la confiance qui peut être attribuée à une valeur, en prenant en compte la valeur observée et la taille de l'échantillon. Si le calcul de l'intervalle de confiance concerne les sondages réalisés avec la méthode aléatoire, il est communément admis qu'il est proche pour les sondages réalisés avec la méthode des quotas.

Taille de l'échantillon	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
100 interviews	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10
200 interviews	3,1	4,3	5,7	6,5	6,9	7,1
300 interviews	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400 interviews	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500 interviews	2,0	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600 interviews	1,8	2,4	3,3	3,8	4,0	4,1
800 interviews	1,5	2,1	2,8	3,2	3,4	3,5
1 000 interviews	1,4	1,8	2,5	2,9	3,0	3,1
2 000 interviews	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,3
3 000 interviews	0,8	1,1	1,5	1,7	1,8	1,8
4 000 interviews	0,7	0,9	1,3	1,5	1,6	1,6
6 000 interviews	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4

**Note de lecture :** dans le cas d'un échantillon de 1 000 personnes, si le pourcentage mesuré est de 10%, la marge d'erreur est égale à 1,8. Il y a donc 95% de chance que le pourcentage réel soit compris entre 8,2% et 11,8% (plus ou moins 1,8 points).

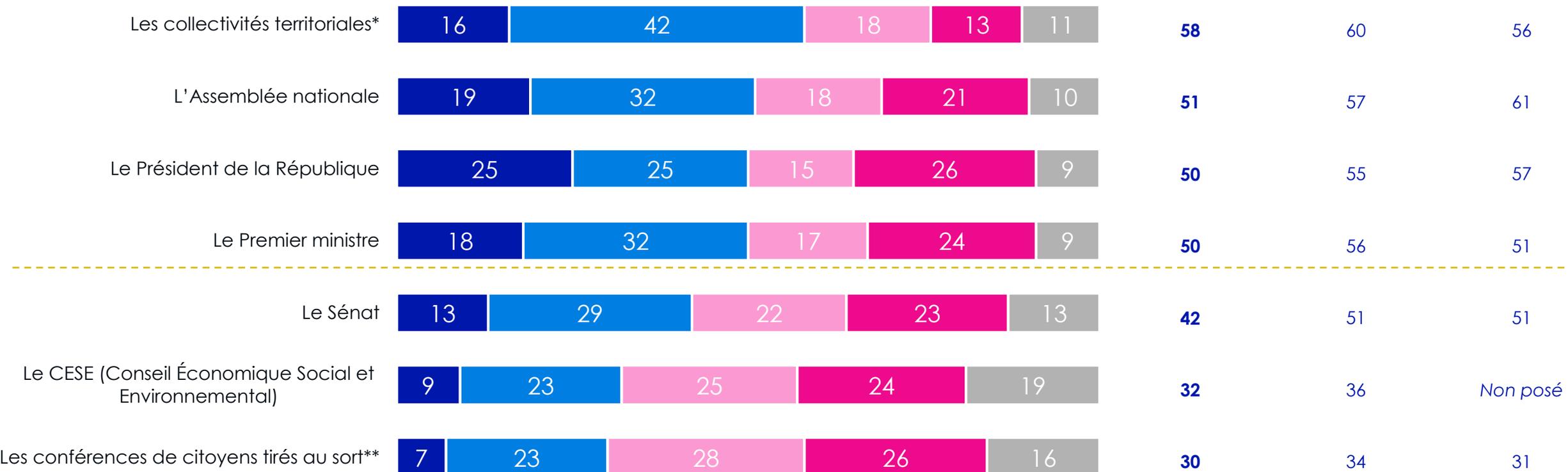
# Les Français et leur perception des institutions

Parmi les institutions testées, les collectivités territoriales, l'Assemblée nationale, le Président de la République et le Premier ministre sont perçues comme celles ayant le plus la capacité de changer la vie des Français, mais en recul au cours des dernières années

**A la capacité  
de changer la  
vie des Français**

Rappel V7  
Novembre 2024

Rappel V1  
Octobre 2022



- Tout à fait la capacité de changer la vie des Français
- Plutôt la capacité de changer la vie des Français
- Plutôt pas la capacité de changer la vie des Français
- Pas du tout la capacité de changer la vie des Français
- Ne se prononce pas

Selon vous, chacune des institutions suivantes a-t-elle ou non la capacité de changer la vie des Français ?  
Base : A tous, en %

\*(communes, départements, régions, etc.)

\*\* (comme la Convention Citoyenne pour le Climat...)

# La capacité des institutions à changer la vie des Français, par proximité politique

	Ensemble	Proximité politique						
		La France Insoumise	Les Ecologistes	Parti socialiste	Ensemble	Les Républicains	Rassemblement National	Sans préférence partisane
Les collectivités territoriales*	<b>58</b>	76	67	61	77	60	58	49
L'Assemblée nationale	<b>51</b>	54	59	54	66	57	47	44
Le Président de la République	<b>50</b>	64	62	46	68	57	46	41
Le Premier ministre	<b>50</b>	63	64	50	65	65	46	39
Le Sénat	<b>42</b>	60	63	44	52	52	39	30
Le CESE (Conseil Économique Social et Environnemental)	<b>32</b>	46	49	32	39	36	29	21
Les conférences de citoyens tirés au sort**	<b>30</b>	49	37	36	29	34	26	20

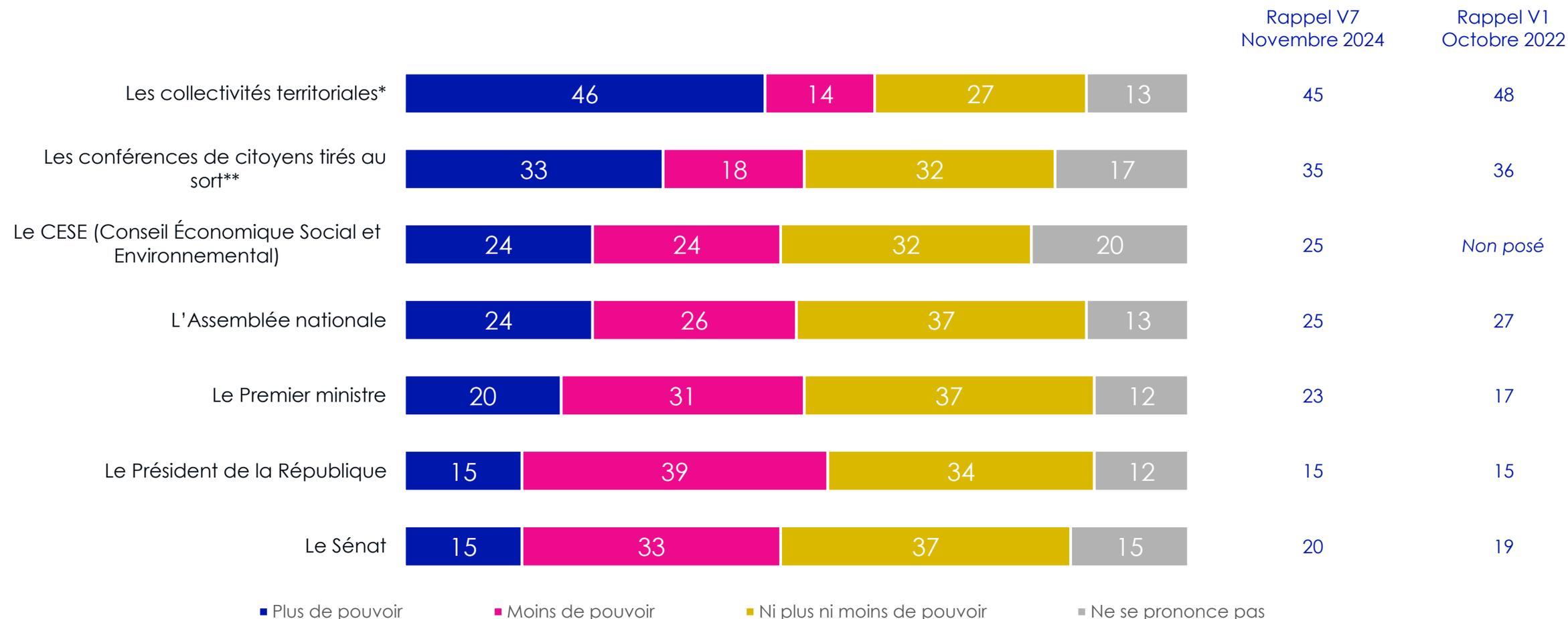
Selon vous, chacune des institutions suivantes a-t-elle ou non la capacité de changer la vie des Français ?

Base : A tous, en % de « **A la capacité de changer la vie des Français** »

\*(communes, départements, régions, etc.)

\*\* (comme la Convention Citoyenne pour le Climat...)

Près d'1 Français sur 2 souhaite que les collectivités territoriales aient plus de pouvoir à l'avenir, contre 4 Français sur 10 souhaitant une moindre concentration de ce pouvoir à l'Elysée et 1/3 en ce qui concerne le Premier ministre



Et à l'avenir, souhaitez-vous que chacune des institutions suivantes ait plus, moins ou ni plus ni moins de pouvoir ?  
Base : A tous, en %

\*(communes, départements, régions, etc.)

\*\* (comme la Convention Citoyenne pour le Climat...)

# Le souhait d'un accroissement du pouvoir de différentes institutions, par proximité politique

	Ensemble	Proximité politique						
		La France Insoumise	Les Ecologistes	Parti socialiste	Ensemble	Les Républicains	Rassemblement National	Sans préférence partisane
Les collectivités territoriales*	<b>46</b>	47	65	55	48	51	54	35
Les conférences de citoyens tirés au sort**	<b>33</b>	43	61	50	27	34	36	25
Le CESE (Conseil Économique Social et Environnemental)	<b>24</b>	34	48	39	28	26	22	16
L'Assemblée nationale	<b>24</b>	24	27	22	24	30	31	14
Le Premier ministre	<b>20</b>	21	18	17	26	34	23	11
Le Président de la République	<b>15</b>	26	9	10	26	18	14	8
Le Sénat	<b>15</b>	19	17	17	16	23	18	9

Et à l'avenir, souhaitez-vous que chacune des institutions suivantes ait plus, moins ou ni plus ni moins de pouvoir ?

Base : A tous, en % de « **Plus de pouvoir** »

\*(communes, départements, régions, etc.)

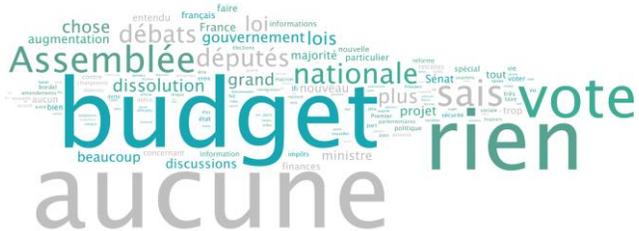
\*\* (comme la Convention Citoyenne pour le Climat...)

# L'actualité parlementaire restituée par les Français

L'actualité parlementaire restituée par les Français est dominée par les débats autour de la nomination d'un nouveau gouvernement. La question du budget, d'une éventuelle censure et d'une dissolution ressortent également.



Novembre 2024



« Le changement de Premier ministre et de gouvernement »

« La préparation du budget 2026 »

« L'absence de majorité »

Quelles sont toutes les informations que vous avez vues, lues ou entendues concernant l'actualité parlementaire (c'est-à-dire concernant l'Assemblée nationale et le Sénat) au cours des dernières semaines ?

Question ouverte, réponses spontanées

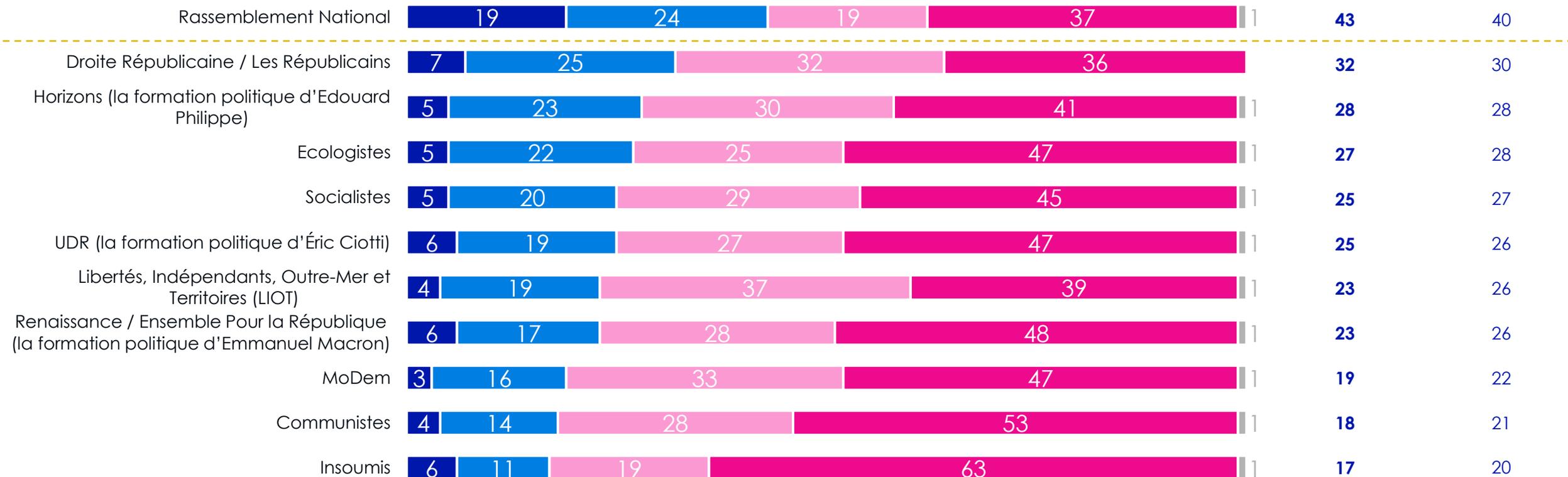
Base : A tous, en %

Le nuage de mots est automatiquement généré à partir de l'exhaustivité des réponses spontanées à la question ouverte.

La taille d'un mot dans le visuel représente sa fréquence d'utilisation : le mot écrit en plus gros caractères est celui qui a été le plus utilisé par les sondés dans leurs réponses. L'emplacement d'un mot au sein du nuage n'a pas de signification particulière, pas plus que sa couleur.

# Les Français et leur perception des groupes parlementaires

Moins d'un Français sur deux se déclare toujours satisfait du travail des différents groupes parlementaires, le Rassemblement National étant la formation la plus positivement perçue et atteignant son plus haut niveau (+3 points)



■ Tout à fait satisfait(e) ■ Plutôt satisfait(e) ■ Plutôt pas satisfait(e) ■ Pas du tout satisfait(e) ■ Ne se prononce pas

D'après ce que vous savez de leurs votes et de leurs déclarations, êtes-vous satisfait(e) ou non des parlementaires... ?

Base : A tous, en %

# L'évolution de la satisfaction à l'égard de l'action des parlementaires

	Octobre 2022	Janvier 2023	Avril 2023	Septembre 2023	Novembre 2023	Mars 2024	Dissolution	
							Novembre 2024	Octobre 2025
Rassemblement National	39	42	37	39	38	37	40	43
Droite républicaine / Les Républicains	31	43	27	29	33	30	30	32
Horizons	34	42	29	31	36	35	28	28
Écologistes	34	42	31	29	31	29	28	27
Socialistes	29	39	28	23	27	30	27	25
UDR	-	-	-	-	-	-	26	25
Libertés, Indépendants, Outre-Mer et Territoires (LIOT)	-	-	31	25	29	27	26	23
Renaissance	32	41	26	29	32	30	26	23
MoDem	27	36	25	25	28	25	22	19
Communistes	27	31	28	24	24	21	21	18
Insoumis	27	31	27	22	19	18	20	17

D'après ce que vous savez de leurs votes et de leurs déclarations, êtes-vous satisfait(e) ou non des parlementaires... ?

Base : A tous, en % de « **Satisfait(e)** »

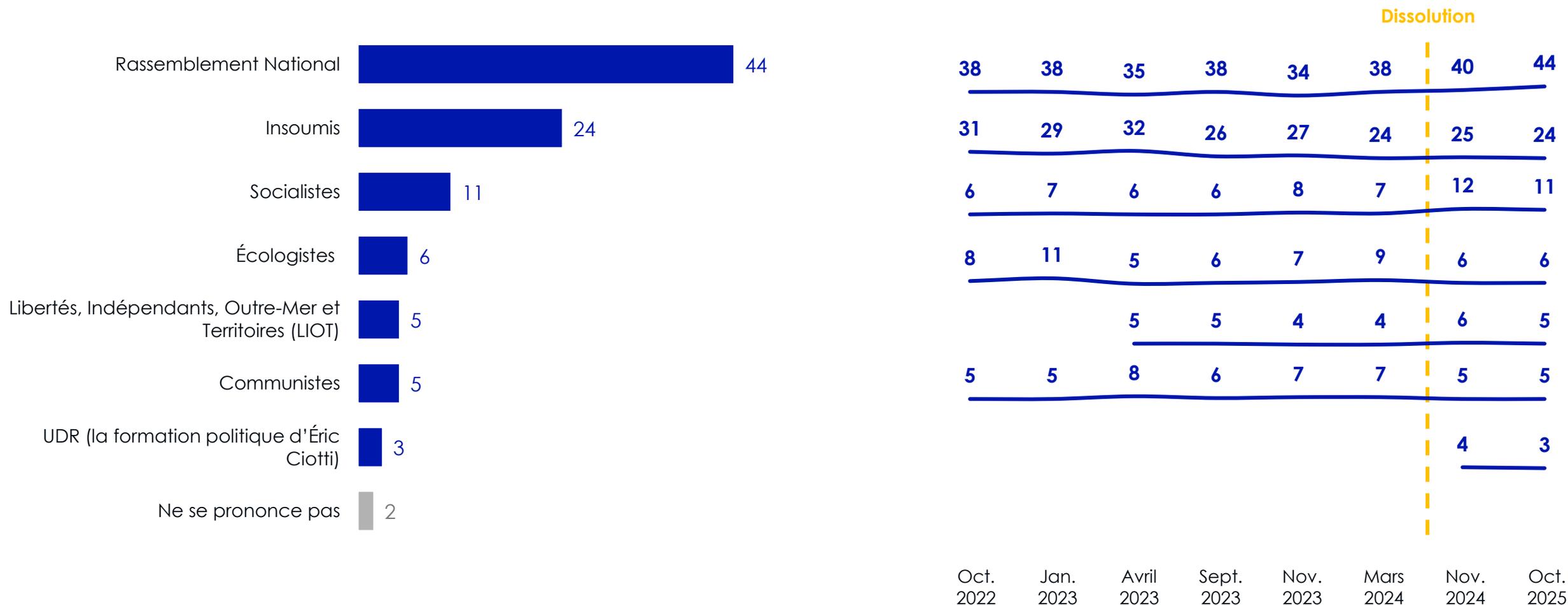
# La satisfaction à l'égard des parlementaires, par proximité politique

		Proximité politique						
Ensemble		La France Insoumise	Les Ecologistes	Parti socialiste	Ensemble	Les Républicains	Rassemblement National	Sans préférence partisane
Rassemblement National	43	28	12	16	22	55	91	19
Droite républicaine / Les Républicains	32	29	16	14	46	79	34	14
Horizons	28	33	32	22	73	49	13	13
Écologistes	27	77	76	48	21	16	15	17
Socialistes	25	49	42	76	21	22	11	11
UDR	25	26	14	16	17	39	38	13
Libertés, Indépendants, Outre-Mer et Territoires (LIOT)	23	48	30	29	23	21	18	15
Renaissance	23	32	20	17	73	25	11	10
MoDem	19	29	25	21	46	22	8	10
Communistes	18	53	32	38	13	8	9	11
Insoumis	17	82	24	21	14	7	9	8

D'après ce que vous savez de leurs votes et de leurs déclarations, êtes-vous satisfait(e) ou non des parlementaires... ?

Base : A tous, en % de « Satisfait(e) »

Comme depuis le début de cet observatoire, les parlementaires du Rassemblement National sont considérés comme étant ceux qui s'opposent le mieux au gouvernement au sein du Parlement (à leur plus haut niveau mesuré), devançant les élus Insoumis



Selon vous quels sont les parlementaires qui s'opposent le mieux au gouvernement au sein du Parlement ? Les parlementaires...

*1 seule réponse possible.*

Base : A tous, en %

# Les parlementaires s'opposant le mieux au gouvernement, par proximité politique

	Ensemble	Proximité politique						
		La France Insoumise	Les Ecologistes	Parti socialiste	Ensemble	Les Républicains	Rassemblement National	Sans préférence partisane
Rassemblement National	<b>44</b>	9	23	22	27	33	83	40
Insoumis	<b>24</b>	65	30	20	24	35	12	26
Socialistes	<b>11</b>	11	4	39	18	11	1	8
Écologistes	<b>6</b>	-	27	7	8	5	1	5
Libertés, Indépendants, Outre-Mer et Territoires (LIOT)	<b>5</b>	2	6	5	13	8	-	6
Communistes	<b>5</b>	8	7	4	6	2	1	8
UDR (la formation politique d'Éric Ciotti)	<b>3</b>	2	3	2	4	6	1	2

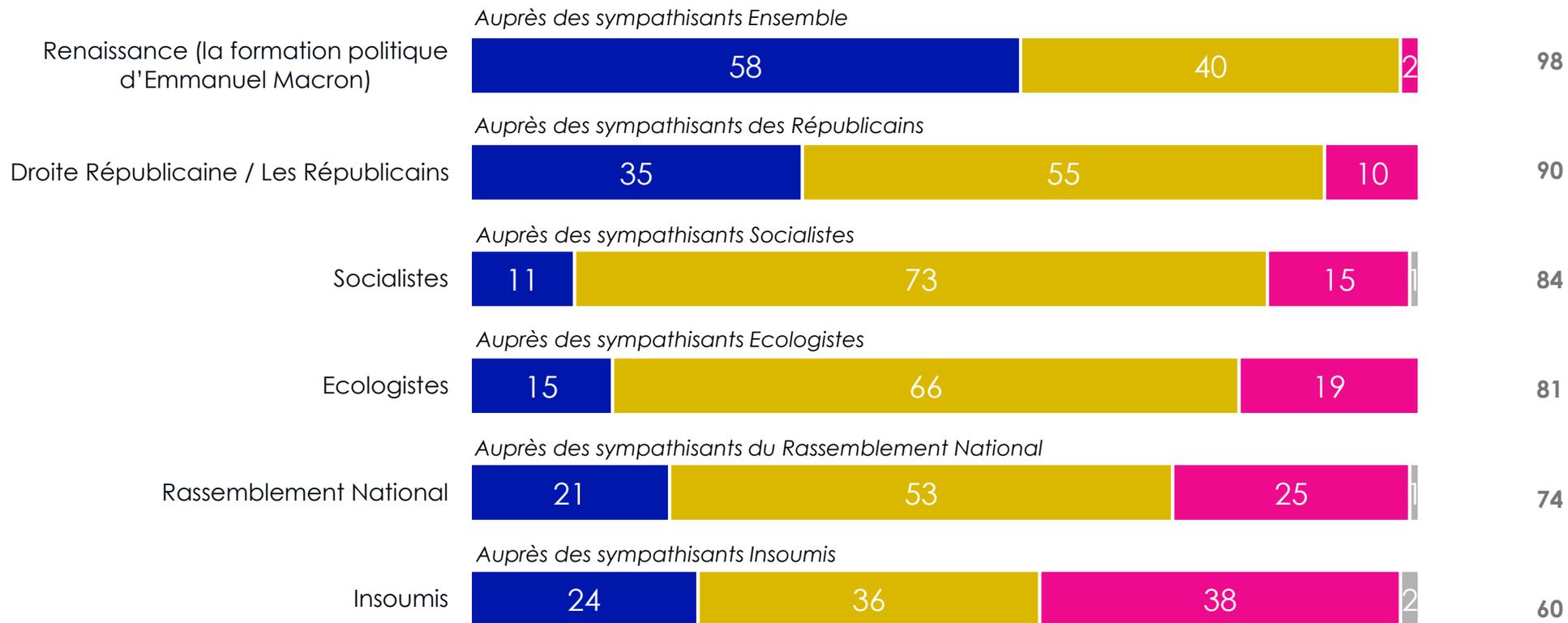
Selon vous quels sont les parlementaires qui s'opposent le mieux au gouvernement au sein du Parlement ? Les parlementaires...

1 seule réponse possible.

Base : A tous, en %

Dans une période incertaine avant l'installation d'un nouveau gouvernement, les sympathisants de Renaissance, et plus encore des Républicains, se montrent partagés concernant l'attitude à adopter à l'égard des projets de loi du gouvernement

Devraient voter au  
moins certains projets  
de loi



- Devraient voter tous les projets de loi du gouvernement
- Devraient décider au cas par cas de voter ou de s'opposer aux projets de loi du gouvernement
- Devraient s'opposer à tous les projets de loi du gouvernement
- Ne se prononce pas

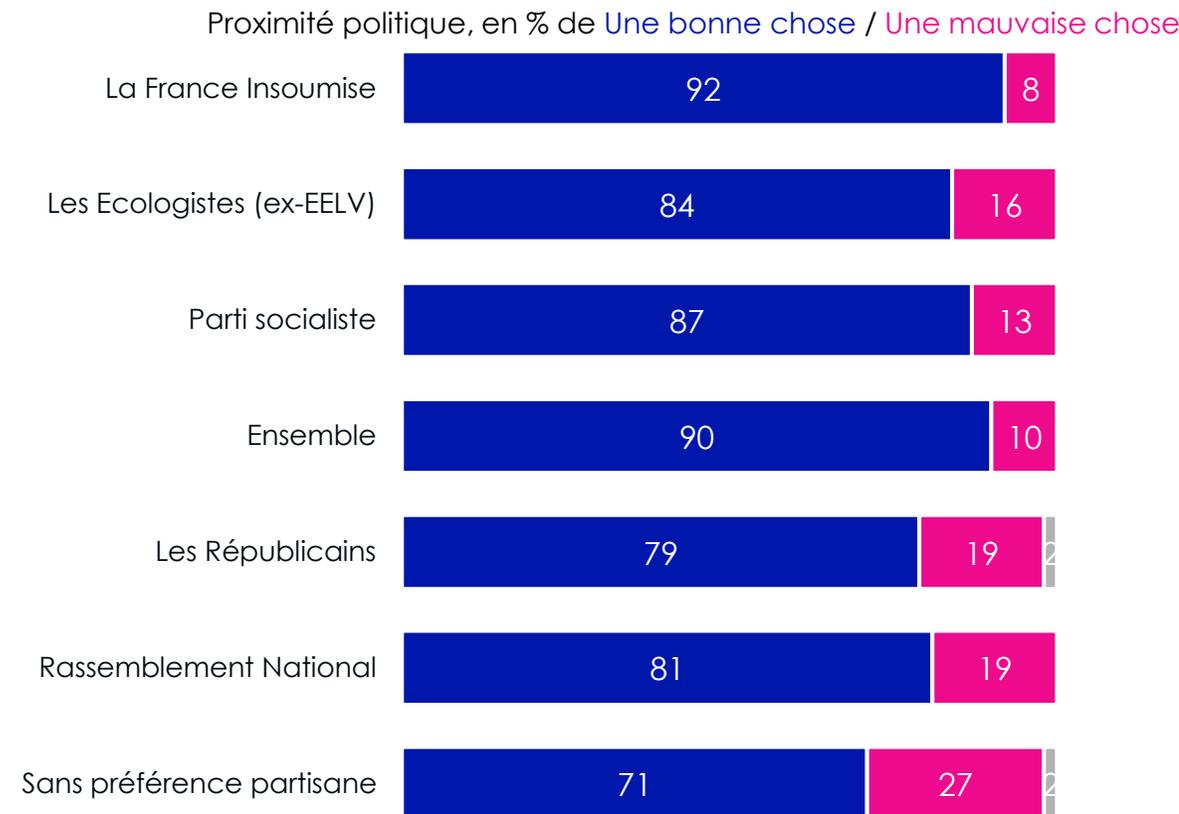
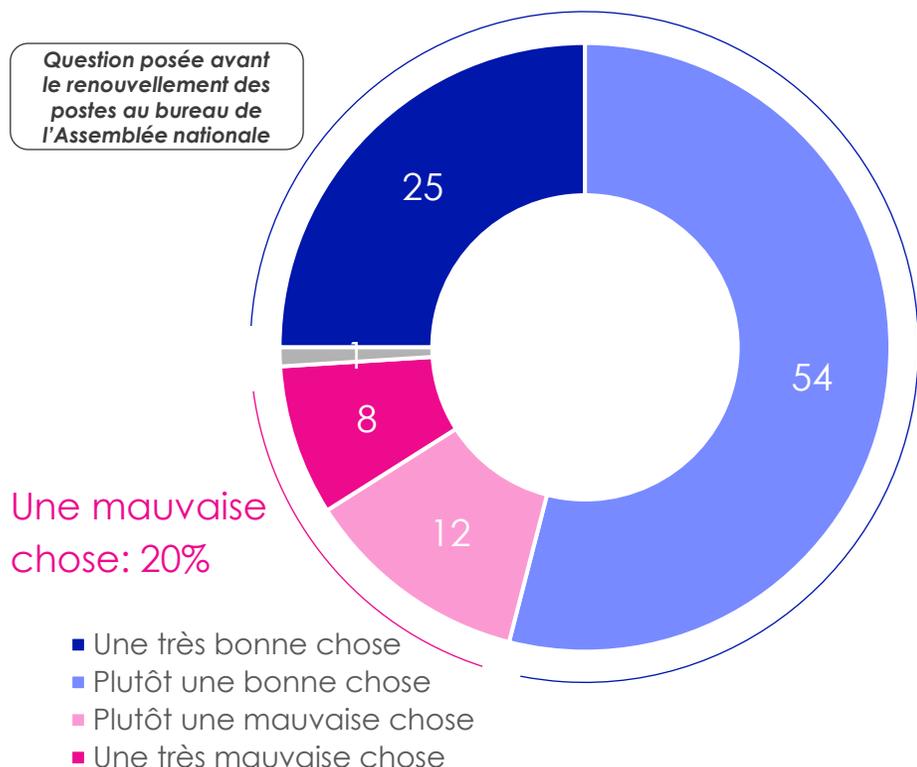
Selon vous, les parlementaires suivants devraient-ils voter ou non les projets de lois portés par le gouvernement ?

Base : **Aux sympathisants des différentes formations politiques**, en %

# Le regard des Français sur l'équilibre des postes au bureau de l'Assemblée nationale

De manière générale, près de 8 Français sur 10 estiment que c'est une bonne chose que chaque groupe politique soit représenté au bureau de l'Assemblée nationale, une opinion qui traverse l'ensemble des sensibilités politiques

La représentation de chaque groupe politique au bureau de l'Assemblée nationale est une bonne chose : 79%

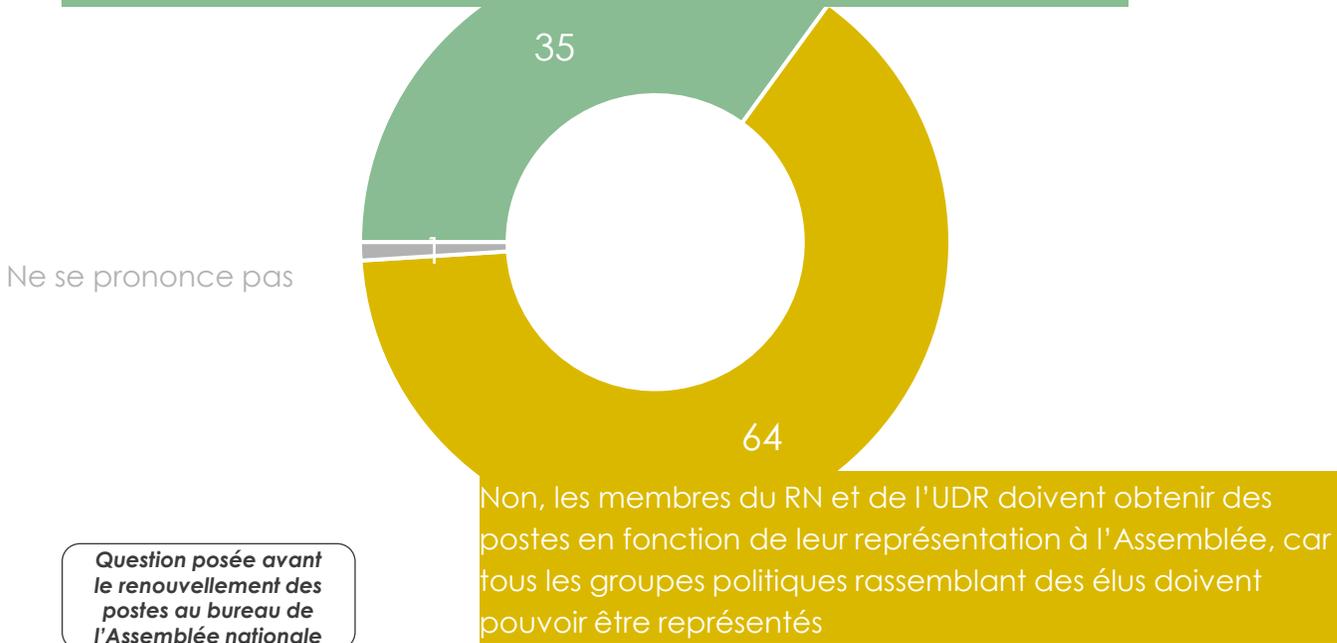


Chaque année, l'Assemblée nationale renouvelle son bureau, composé de 21 membres, qui organisent le fonctionnement interne de l'Assemblée pour l'année à venir. Ces postes sont généralement attribués à l'issue de négociations entre les groupes politiques présents à l'Assemblée nationale selon leur nombre de députés. Diriez-vous que c'est une bonne ou une mauvaise chose que chaque groupe politique soit représenté au bureau de l'Assemblée nationale selon leur nombre de députés ?

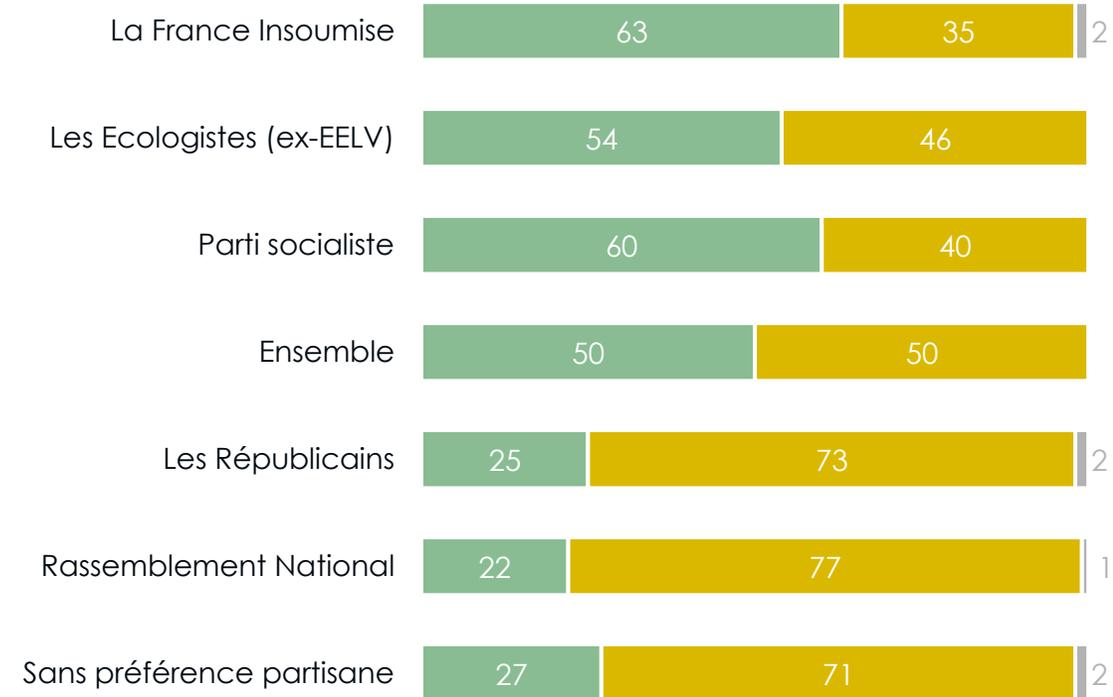
Base : A tous, en %

2 Français sur 3 approuvent plutôt le fait que les membres du RN et de l'UDR (d'Éric Ciotti) obtiennent des postes au bureau de l'Assemblée nationale, une opinion majoritairement partagée par les proches des Républicains et du Rassemblement National, tandis que les sympathisants Ensemble se montrent partagés

Oui les groupes politiques ayant mis en place la logique de front républicain doivent s'allier pour ne pas attribuer de postes aux membres du RN et de l'UDR pour poursuivre la logique des élections législatives de 2024



Proximité politique, en % de Ne pas attribuer de sièges aux membres du RN et de l'UDR / Attribuer des sièges à tous les groupes politiques



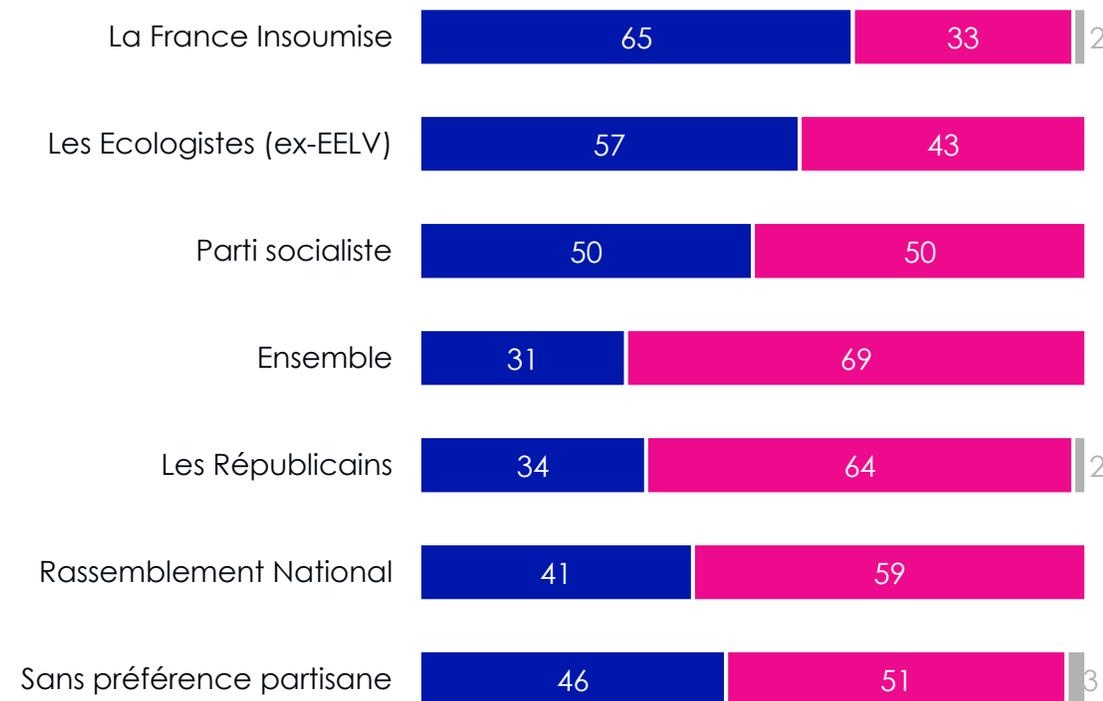
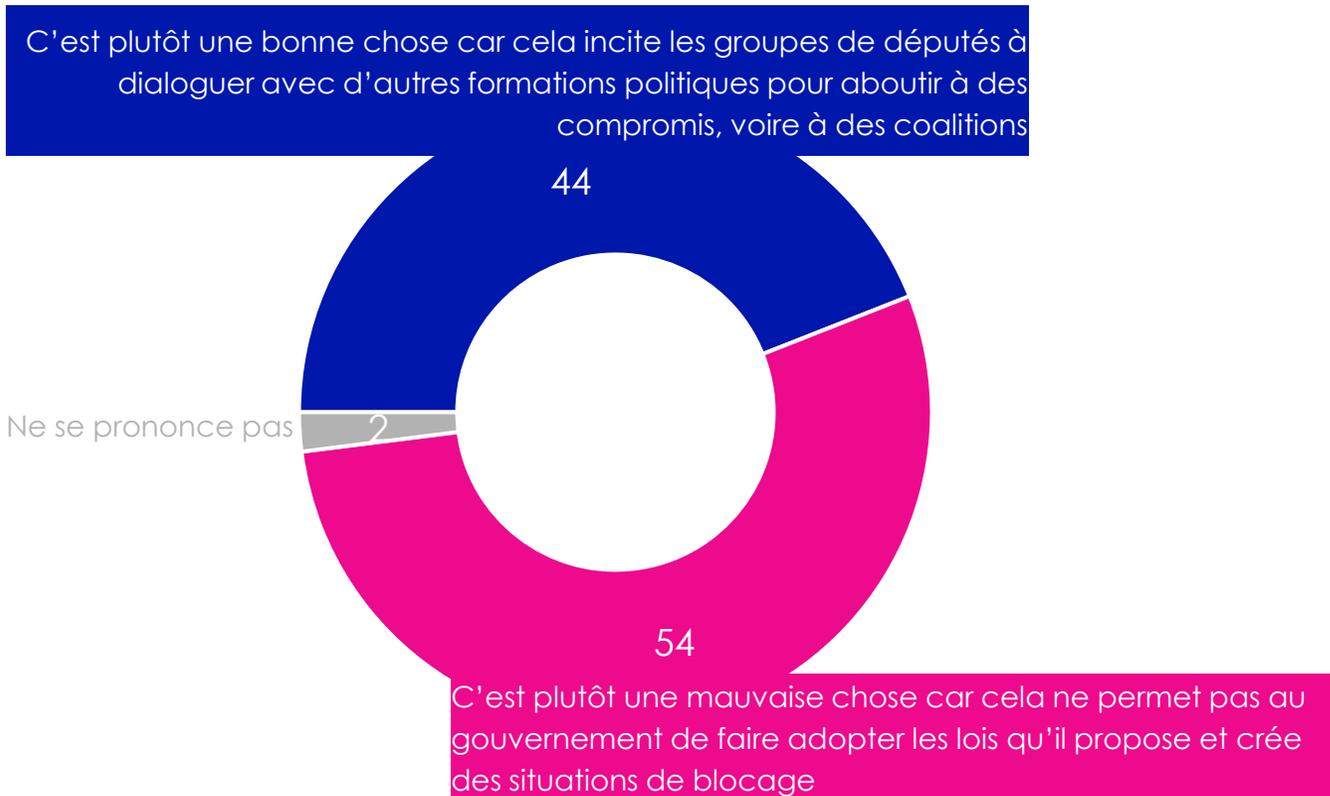
A l'issue des élections législatives de 2024, les groupes politiques présents à l'Assemblée ont poursuivi la logique de « front républicain » mis en place entre les deux tours des élections législatives, en n'attribuant aucun poste aux groupes du Rassemblement National et de l'Union des Droites Républicaines (d'Éric Ciotti) notamment. Selon vous, les groupes politiques présents à l'Assemblée nationale doivent-ils de nouveau s'allier et faire en sorte de ne pas attribuer de postes au bureau de l'Assemblée nationale aux groupes du Rassemblement National et de l'UDR ?

Base : A tous, en %

# Le regard des Français sur l'absence de majorité à l'Assemblée nationale

La situation politique issue des élections législatives de 2024 est plutôt perçue comme une mauvaise chose par les Français, et notamment les sympathisants d'Ensemble, des Républicains et du RN

Proximité politique, en % de L'absence de majorité est une bonne chose / L'absence de majorité est une mauvaise chose

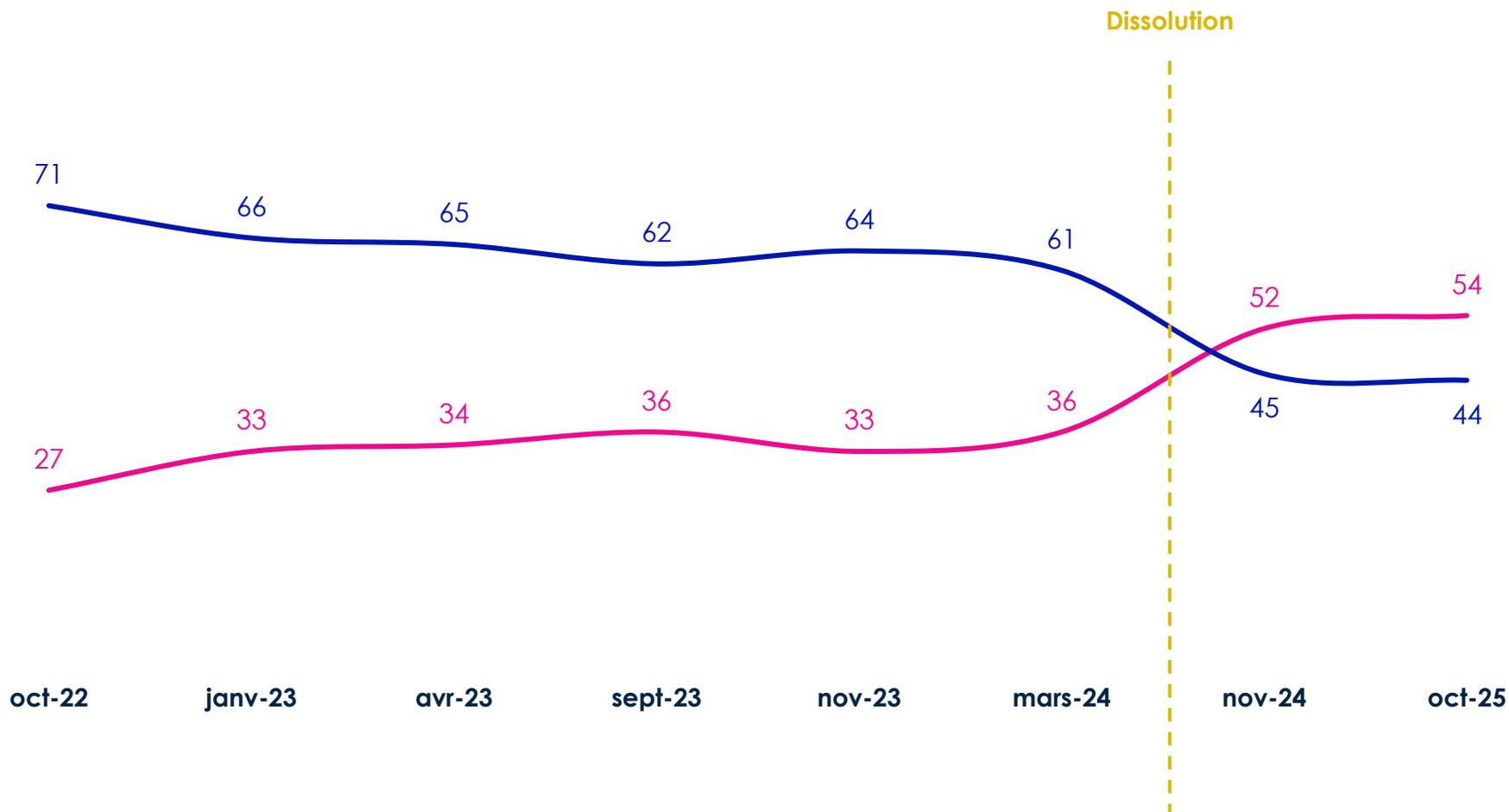


A l'issue des élections législatives de juillet 2024, aucune formation politique ni aucune coalition n'a obtenu de majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Diriez-vous de cette situation que... ?

Base : A tous, en %

Contrairement à ce que l'on observait lors de la dernière législature, la situation politique issue des élections législatives de 2024 est perçue majoritairement par les Français comme une mauvaise chose



— C'est plutôt une mauvaise chose car cela ne permet pas au gouvernement de faire adopter les lois qu'il propose et crée des situations de blocage

— C'est plutôt une bonne chose car cela incite les groupes de députés à dialoguer avec d'autres formations politiques pour aboutir à des compromis, voire à des coalitions

A l'issue des élections législatives de juillet 2024, aucune formation politique ni aucune coalition n'a obtenu de majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Diriez-vous de cette situation que... ?\*

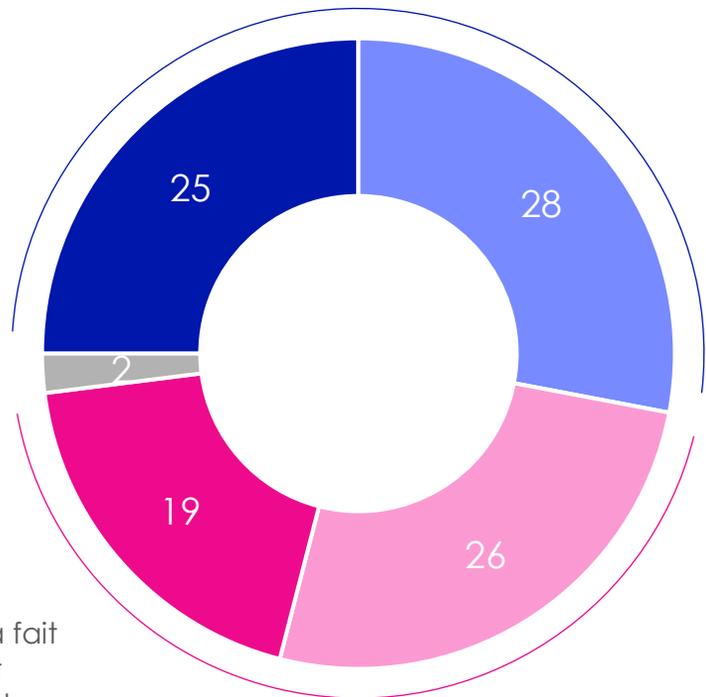
Base : A tous, en %

\*Lors de la vague précédente, le libellé de la question était : « A l'issue des élections législatives de juin 2022, Renaissance et ses mouvements alliés, ont obtenu une majorité relative à l'Assemblée nationale, c'est-à-dire qu'ils ne disposent pas de la majorité absolue »

# Le regard des Français sur une éventuelle dissolution de l'Assemblée nationale

Plus d'un an après la dissolution de l'Assemblée nationale, 1 Français sur 2 estime qu'Emmanuel Macron doit exercer de nouveau son droit de dissolution au cours des 6 prochains mois, une idée qui séduit majoritairement les sympathisants de La France Insoumise et du Rassemblement National

Emmanuel Macron doit utiliser son droit de dissolution : 53%

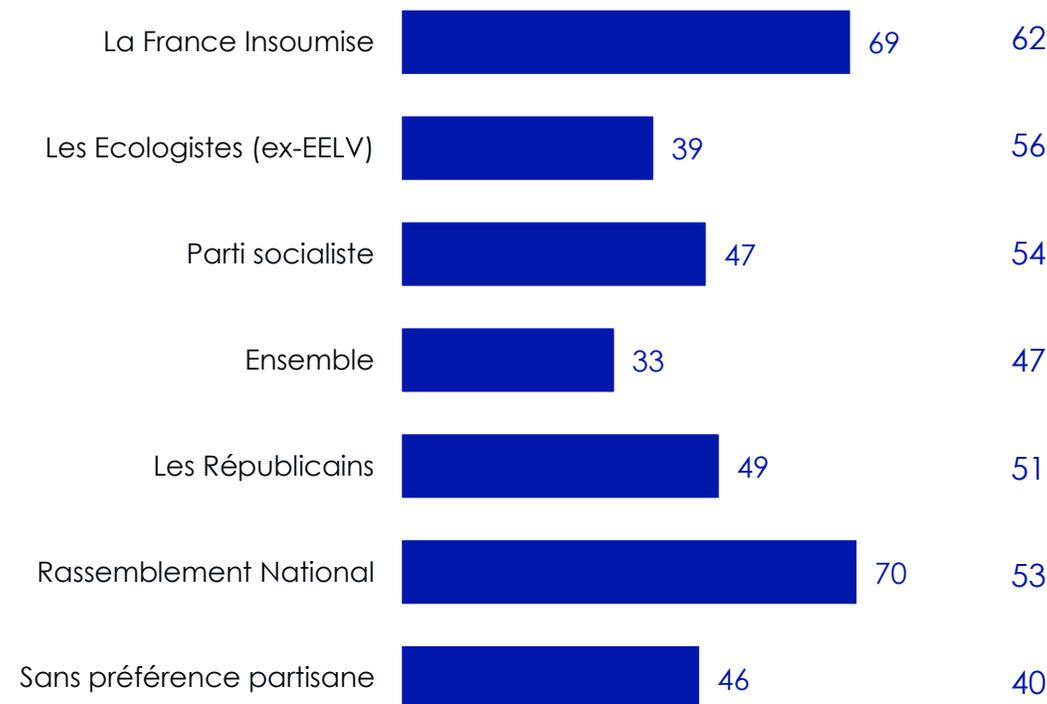


- Oui, tout à fait
- Oui, plutôt
- Non, plutôt pas
- Non, pas du tout
- Ne se prononce pas

Emmanuel Macron ne doit pas utiliser son droit de dissolution : 45%

Proximité politique, en % de Emmanuel Macron doit exercer son droit de dissolution

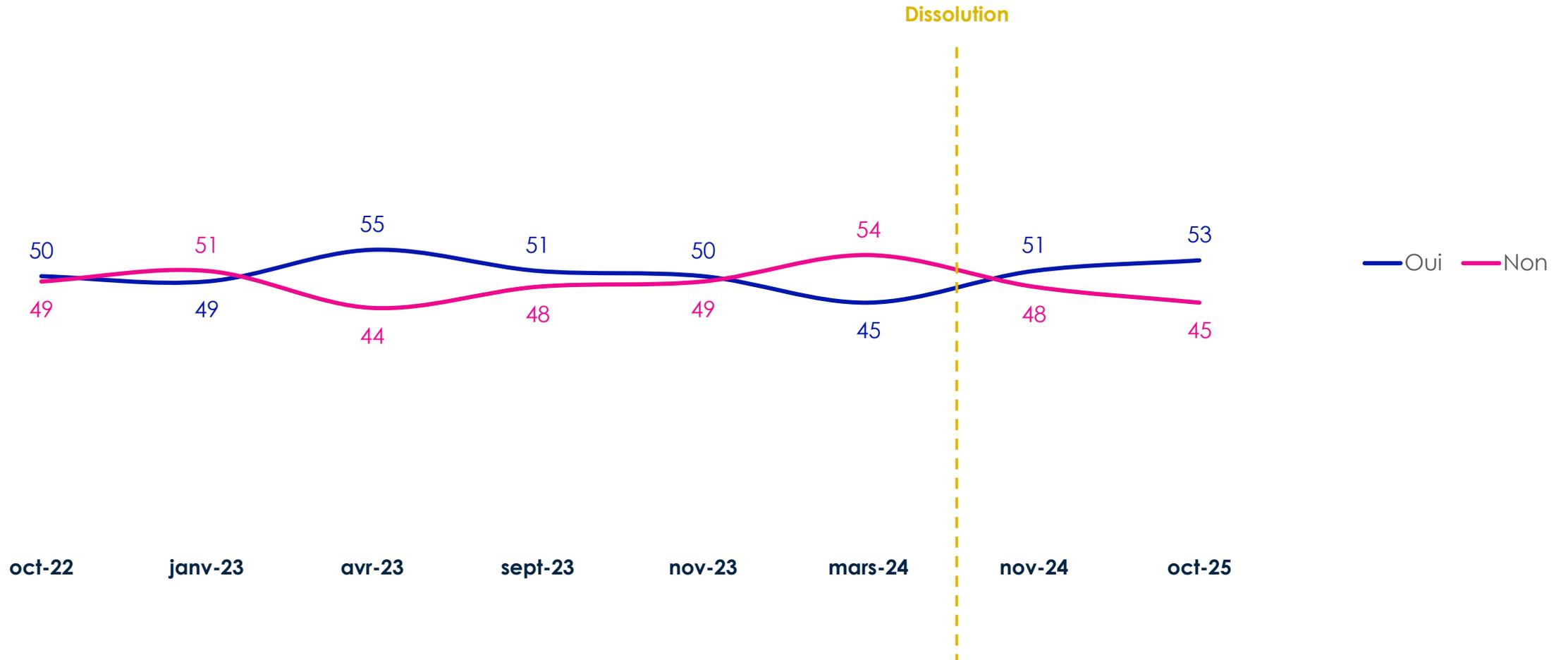
Rappel V7  
Nov. 2024



Le Président de la République dispose du droit de dissoudre l'Assemblée nationale et de convoquer de nouvelles élections législatives. Selon vous, Emmanuel Macron doit-il exercer ce pouvoir et dissoudre l'Assemblée nationale au cours des 6 prochains mois ?

Base : A tous, en %

# L'évolution du souhait de dissolution de l'Assemblée nationale



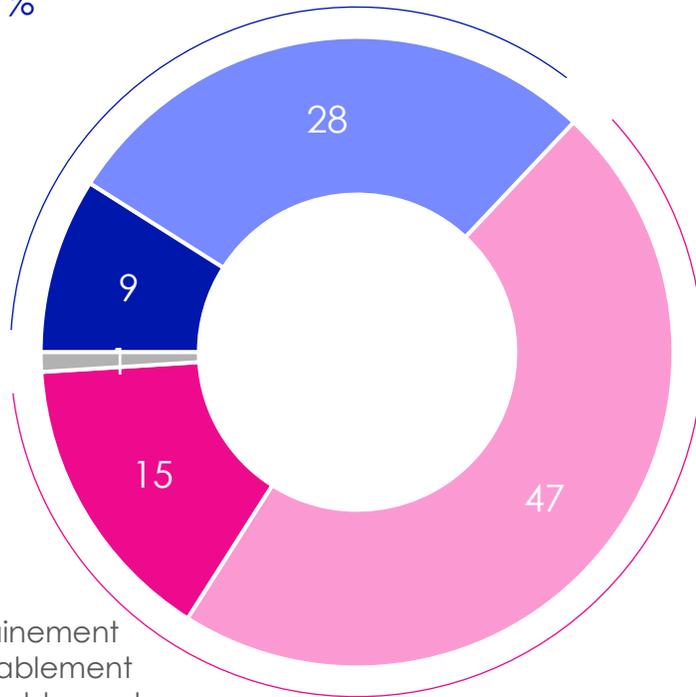
Le Président de la République dispose du droit de dissoudre l'Assemblée nationale et de convoquer de nouvelles élections législatives. Selon vous, Emmanuel Macron doit-il exercer ce pouvoir et dissoudre l'Assemblée nationale au cours des 6 prochains mois ?\*

Base : A tous, en %

\*Lors de la vague précédente, le libellé de la question était : « Le Président de la République dispose du droit de dissoudre l'Assemblée nationale et de convoquer de nouvelles élections législatives à partir de l'été prochain. Selon vous, Emmanuel Macron doit-il exercer ce pouvoir et dissoudre l'Assemblée nationale à partir de l'été prochain ? »

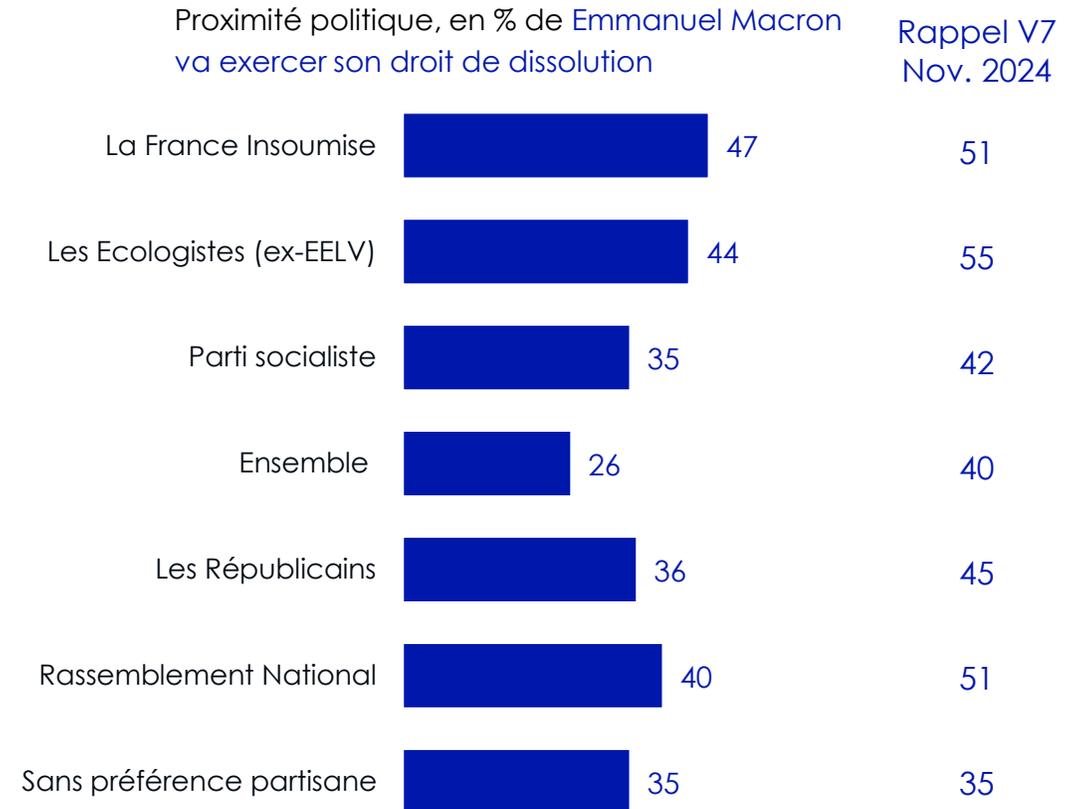
Néanmoins, seul un peu plus d'1/3 des Français considèrent qu'Emmanuel Macron exercera son droit de dissolution au cours des 6 prochains mois

Emmanuel Macron va exercer son droit de dissolution : 37%



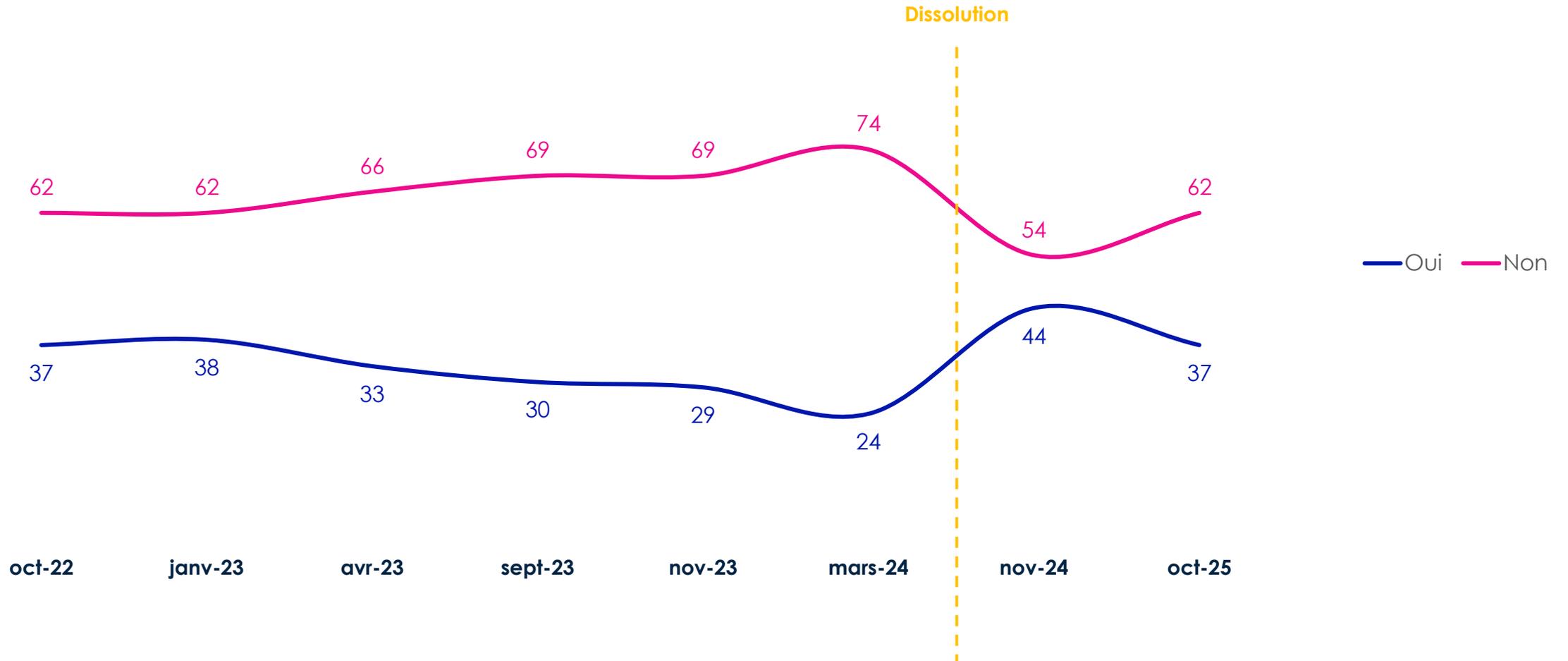
- Oui, certainement
- Oui, probablement
- Non, probablement pas
- Non, certainement pas
- Ne se prononce pas

Emmanuel Macron ne va pas exercer son droit de dissolution : 62%



Et selon vous, le Président de la République, Emmanuel Macron va-t-il exercer son droit et dissoudre l'Assemblée nationale au cours des 6 prochains mois ?  
Base : A tous, en %

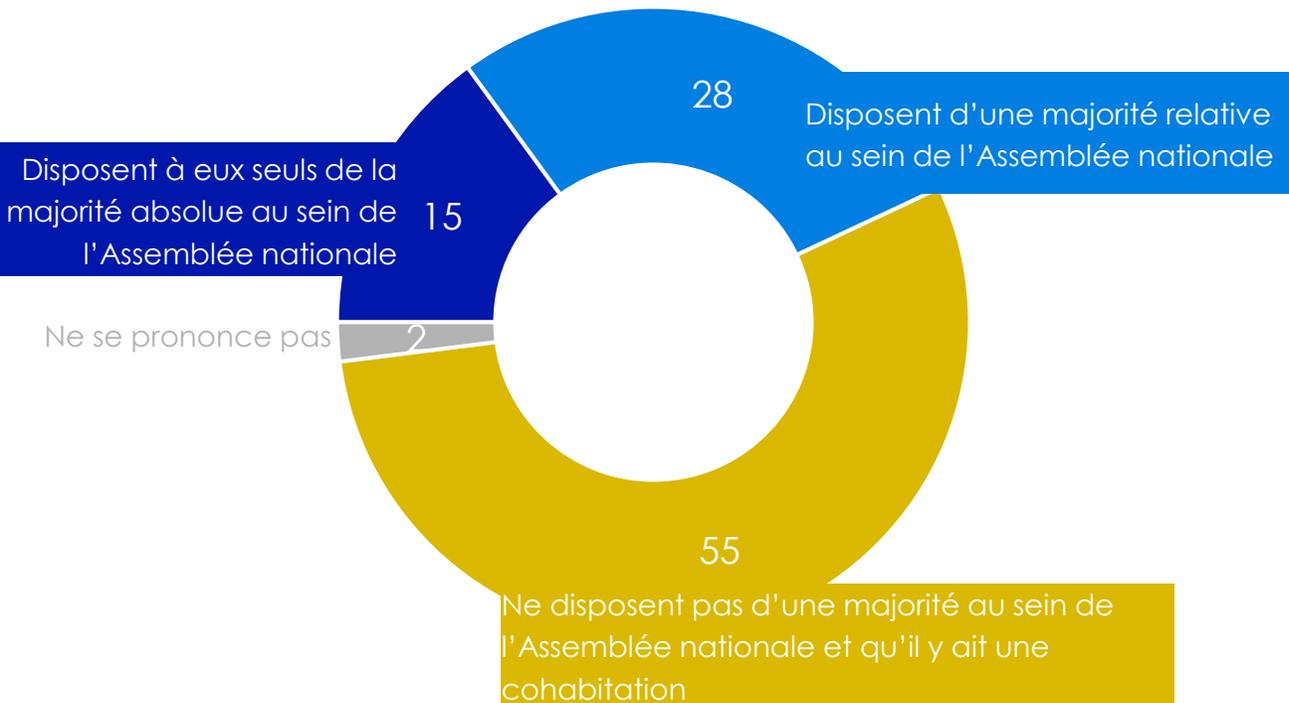
# L'évolution de l'anticipation d'une dissolution de l'Assemblée nationale



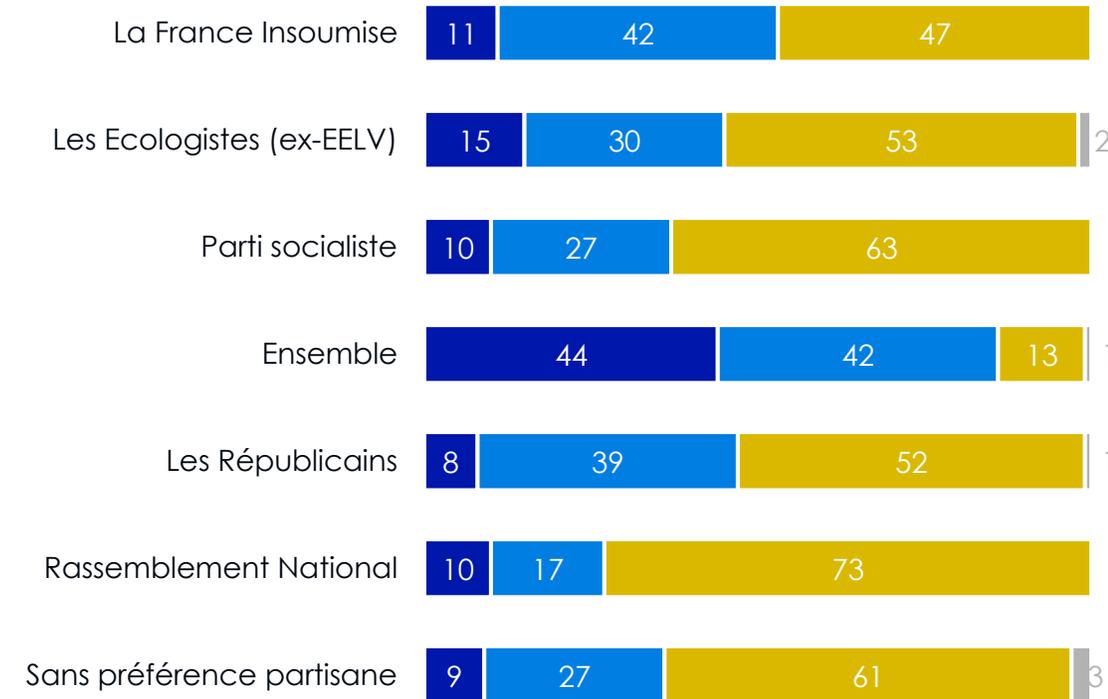
Et selon vous, le Président de la République, Emmanuel Macron va-t-il exercer son droit et dissoudre l'Assemblée nationale au cours des 6 prochains mois ?\*  
Base : A tous, en %

\*Lors de la vague précédente, le libellé de la question était : « Et selon vous, le Président de la République, Emmanuel Macron va-t-il exercer son droit et dissoudre l'Assemblée nationale à partir de l'été prochain ? »

Si de nouvelles élections législatives avaient lieu dimanche prochain, moins d'1 Français sur 2 souhaiterait que Renaissance dispose d'une majorité



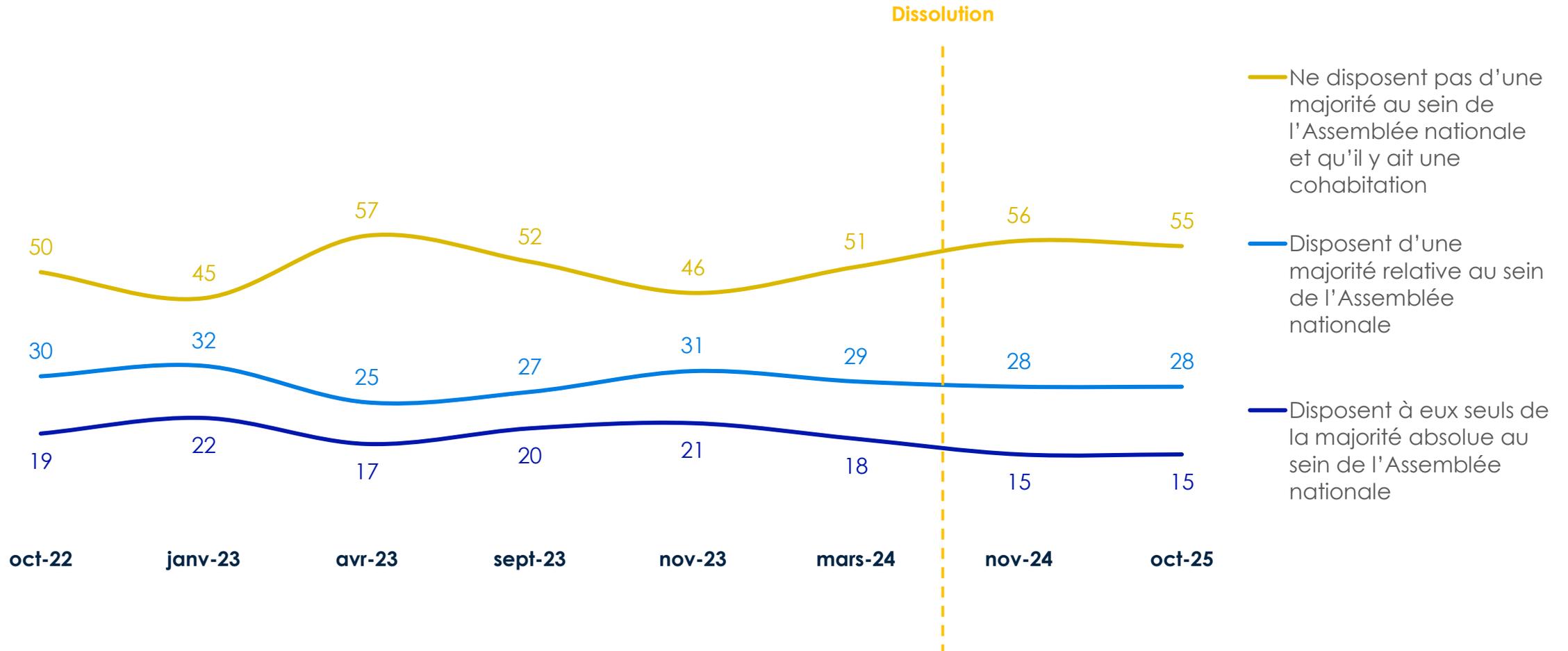
Proximité politique, en % de Majorité absolue / Majorité relative / Pas de majorité



Si les élections législatives avaient lieu de nouveau dimanche prochain, souhaiteriez-vous que Renaissance, la formation politique d'Emmanuel Macron, et ses mouvements alliés (le MoDem et Horizons...) ?

Base : A tous, en %

# L'évolution du souhait de majorité pour Renaissance et ses alliés en cas d'élections législatives anticipées



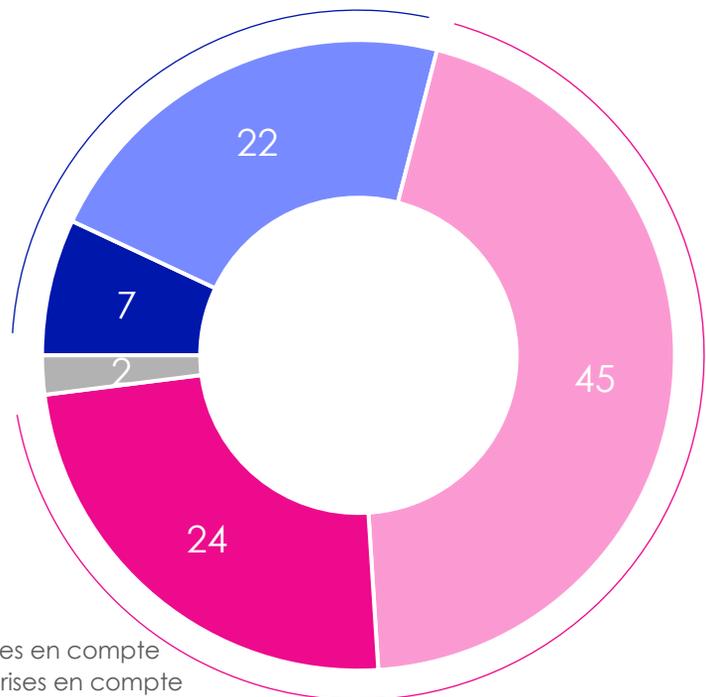
Si les élections législatives avaient lieu de nouveau dimanche prochain, souhaiteriez-vous que Renaissance, la formation politique d'Emmanuel Macron, et ses mouvements alliés (le MoDem et Horizons...) ?

Base : A tous, en %

# Le regard des Français sur les mouvements de mobilisation citoyenne

Moins d'1 Français sur 3 estiment aujourd'hui que les propositions issues de mouvements citoyens sont bien prises en compte par les parlementaires

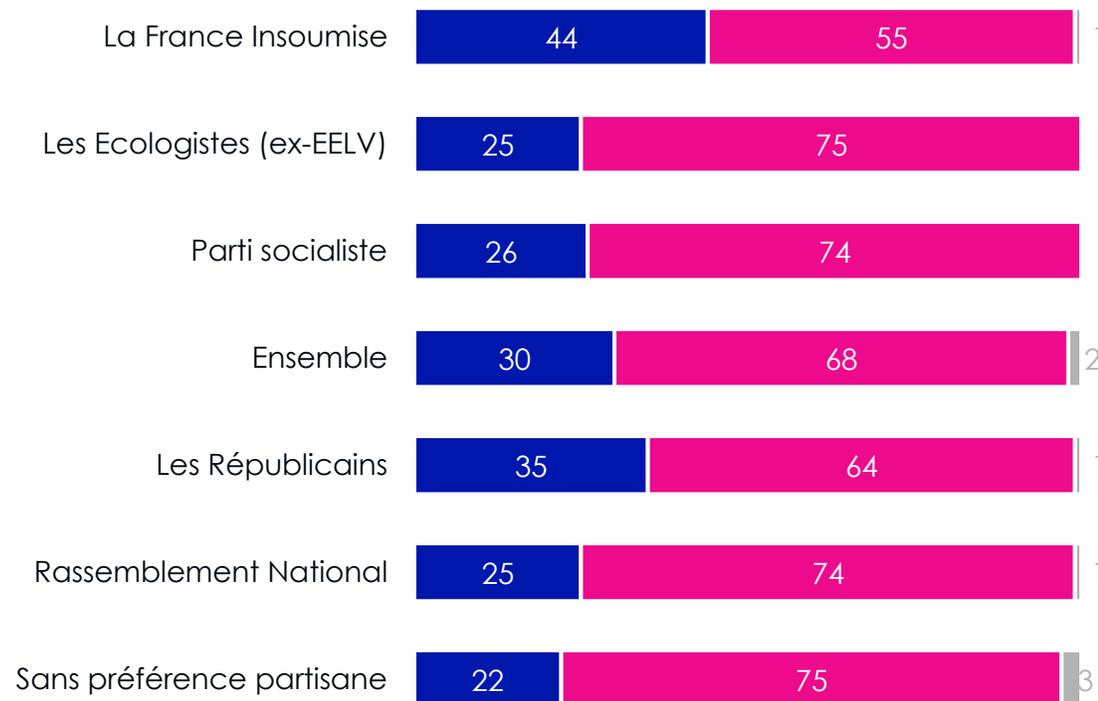
Les propositions issues de mouvements citoyens sont bien prises en compte: 29%



- Très bien prises en compte
- Plutôt bien prises en compte
- Plutôt mal prises en compte
- Très mal prises en compte
- Ne se prononce pas

Les propositions issues de mouvements citoyens sont mal prises en compte: 69%

Proximité politique, en % de Les propositions sont bien prises en compte / Les propositions sont mal prises en compte

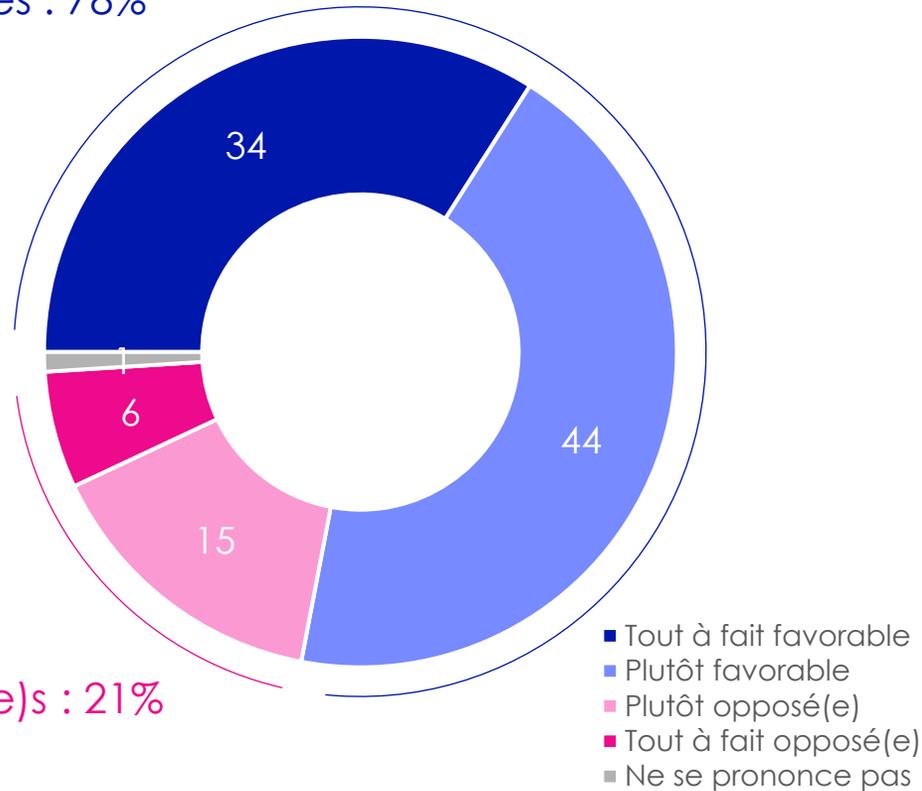


Selon vous, les propositions issues de mouvements citoyens (comme la mobilisation « Bloquons tout » ou la pétition contre la Loi Duplomb...) sont-elles bien ou mal prises en compte par les parlementaires ?

Base : A tous, en %

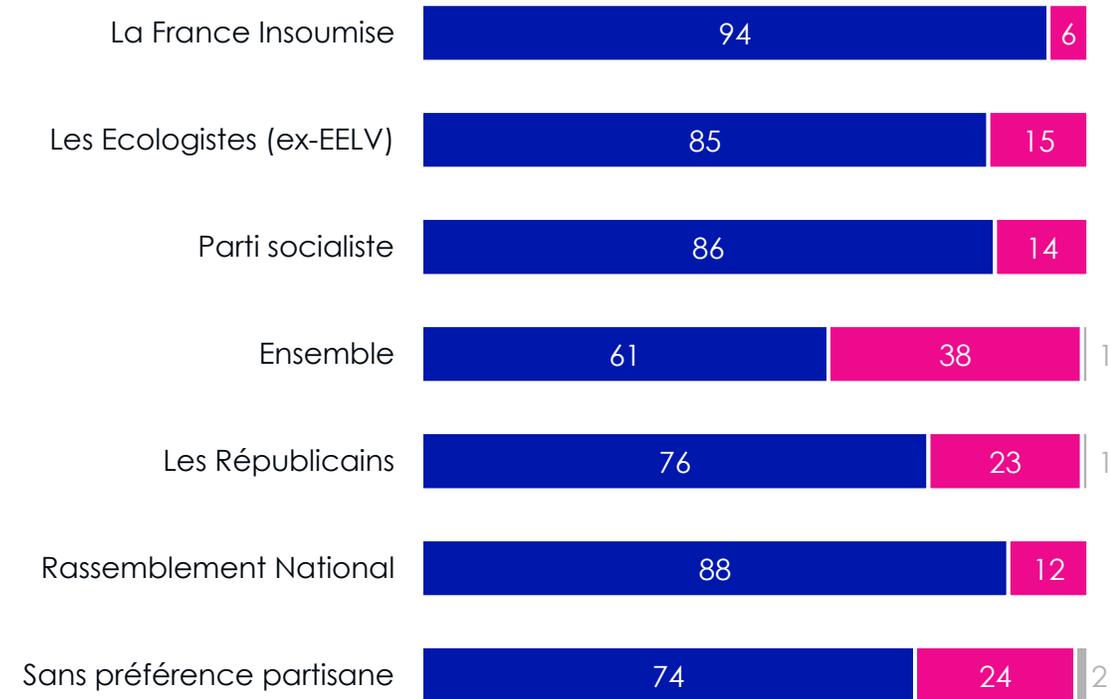
Près de 8 Français sur 10 se déclarent favorables à ce qu'une pétition issue d'un mouvement citoyen obtenant un certain nombre de signatures puisse aboutir à l'organisation d'un vote au Parlement, une opinion majoritaire auprès de l'ensemble des familles politiques

Favorables : 78%



Opposé(e)s : 21%

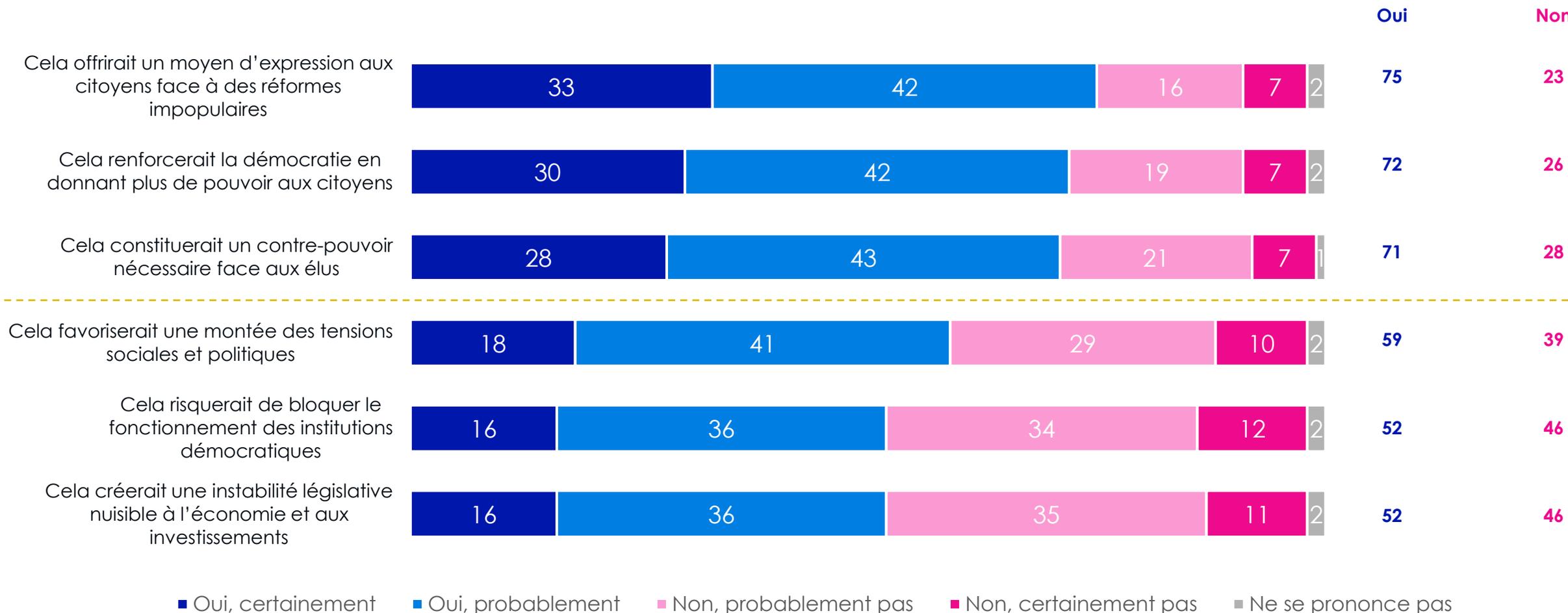
Proximité politique, en % de Favorables à l'organisation d'un vote / Opposé(e)s à l'organisation d'un vote



Aujourd'hui, chaque citoyen peut déposer une pétition en ligne sur le site de l'Assemblée nationale. Les pétitions ayant recueilli au moins 100 000 signatures peuvent faire l'objet d'un rapport parlementaire. Les pétitions ayant recueilli au moins 500 000 signatures, issues d'au moins 30 départements ou collectivités d'outre-mer peuvent faire l'objet d'un débat en séance publique, qui n'aboutit pas sur un vote. Seriez-vous favorable ou opposé à ce qu'une pétition issue d'un mouvement citoyen ayant obtenu un nombre suffisant de signatures puisse obtenir l'organisation d'un vote au Parlement (Assemblée nationale et Sénat), y compris pour une loi déjà adoptée par le Parlement ?

Base : A tous, en %

Le fait que des initiatives citoyennes puissent aboutir à l'invalidation de certaines lois est majoritairement vu par les Français comme un moyen d'expression pour les citoyens, permettant de renforcer la démocratie en donnant plus de pouvoir aux citoyens et en constituant un contre-pouvoir nécessaire face aux élus



Dans le détail, pensez-vous que si les initiatives citoyennes pouvaient aboutir à l'invalidations de certaines lois ... ?

Base : A tous, en %

# Les conséquences perçues de la possibilité d'invalider certaines lois à la suite d'initiatives citoyennes, par proximité politique

	Proximité politique							
	Ensemble	La France Insoumise	Les Ecologistes	Parti socialiste	Ensemble	Les Républicains	Rassemblement National	Sans préférence partisane
Cela offrirait un moyen d'expression aux citoyens face à des réformes impopulaires	75	85	94	86	67	74	82	71
Cela renforcerait la démocratie en donnant plus de pouvoir aux citoyens	72	81	83	83	54	71	81	67
Cela constituerait un contre-pouvoir nécessaire face aux élus	71	82	81	78	56	77	78	65
Cela favoriserait une montée des tensions sociales et politiques	59	68	58	54	78	73	64	48
Cela risquerait de bloquer le fonctionnement des institutions démocratiques	52	53	51	48	76	66	54	42
Cela créerait une instabilité législative nuisible à l'économie et aux investissements	52	58	52	55	74	62	51	41

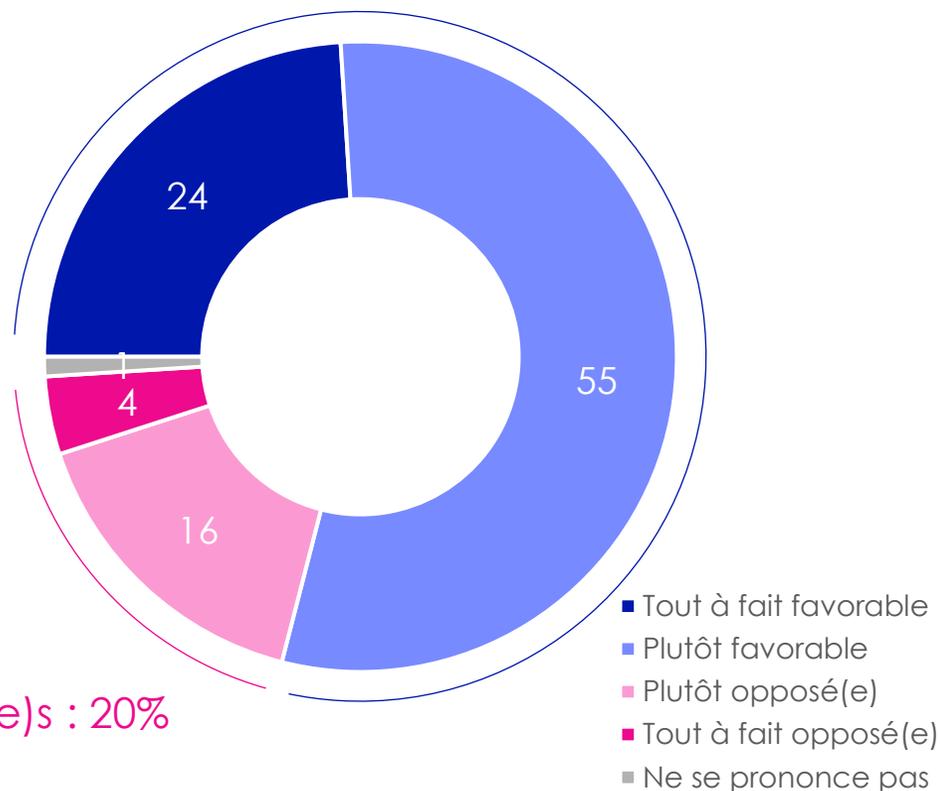
Dans le détail, pensez-vous que si les initiatives citoyennes pouvaient aboutir à l'invalidations de certaines lois ... ?

Base : A tous, en % de « **Oui** »

# Annexe

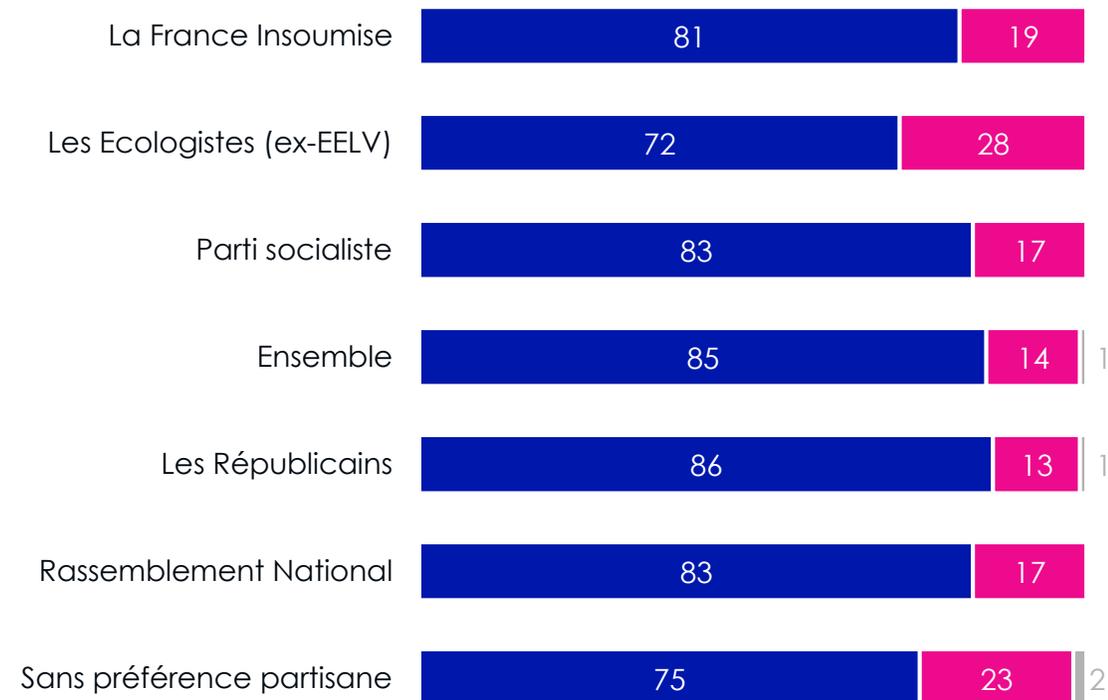
8 Français sur 10 se déclarent favorables à ce que la France fasse évoluer le financement de l'enseignement supérieur et de l'apprentissage en intégrant le taux d'insertion professionnelle des formations

Favorables : 79%



Opposé(e)s : 20%

Proximité politique, en % de Favorables à l'organisation d'un vote / Opposé(e)s à l'organisation d'un vote



Actuellement, le financement de l'enseignement supérieur en France n'est pas lié au taux d'insertion professionnelle des diplômés. Dans certains pays, comme au Royaume-Uni, une partie des financements publics (pour les formations publiques ou privées, à tous les niveaux) dépend de ce critère.

Selon vous, la France devrait-elle faire évoluer le financement de l'enseignement supérieur et de l'apprentissage en prenant en compte le taux d'insertion professionnelle des diplômés de ces formations ?

Base : A tous, en %



## Contacts Toluna – Harris Interactive en France :

### Jean-Daniel Lévy

Directeur délégué – Stratégies politiques et d'opinion  
jdlevy@toluna.com

### Ludivine Philippon

Présidente exécutive – Séance Publique  
lphilippon@seance-publique.com

Cette étude s'inscrit dans le cadre d'un baromètre permettant de comprendre comment les citoyens suivent et s'approprient l'actualité du Parlement, de ses textes et de ses forces politiques.

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée des éléments techniques suivants : le **nom de l'institut**, le **nom du commanditaire** de l'étude, la **méthode d'enquête**, les **dates de réalisation** et la **taille de l'échantillon**.

### Copyright © Toluna

All rights reserved. Nothing from this report is allowed to be multiplied, to be stored in an automated file, or to be made public electronically, mechanical, by photocopies, recording or any other manner, without written consent of Toluna.

**SEANCE PUBLIQUE** est un cabinet de conseil en Affaires Publiques et Influence. Pionnier du lobbying responsable depuis 2008, il anticipe au quotidien les évolutions de la réglementation du métier et analyse sans cesse les débats qui animent l'arène politique.